

Contribution - 12/2/07

Pierre Zarka

Ce que j'attends d'une association des « communistes unitaires »

Lors de la réunion de Seine-Saint-Denis et depuis cette réunion, un débat partage des camarades : certains appelant à travailler des questions de « fond », d'autres craignent le club de discussion élitiste.

Je vais tenter de préciser ce que j'ai en tête.

Qu'y a-t-il de particulier à se revendiquer de l'espace du communisme ? Plus nous sommes inscrits dans des processus de rassemblement et plus la question d'un apport original se pose. Or, faire du communisme, ce n'est pas obligatoirement être dans la stratosphère, sinon un seul espace antilibéral rassemblant toutes les énergies serait suffisant. Et nous ne sommes pas obligés de tout faire en double pour le seul plaisir de conserver un lieu communiste.

Partons du vécu comme on dit. J'en retiendrai deux aspects. Le premier est un des obstacles sur lequel nous avons butté avec la direction du PC. Cette question concerne aussi bien celles et ceux qui sont « dedans » que celles et ceux qui n'y ont jamais mis les pieds.

1.

Quel enjeu de la présidentielle? Les uns et les autres, nous n'avons cessé de dire que la présidentielle était un piège et comment elle nous a néanmoins fixés sur elle. Savoir si notre objectif est de constituer une force qui fasse contrepoids au PS ou si c'est de créer les conditions du passage de la colère sociale à la politique et que c'est ce passage qui peut changer les représentations que l'on se fait de la société, qu'un changement de majorité ne peut découler que de ce mouvement des représentations, cela ne conduit pas aux mêmes comportements. Cela n'aurait peut-être pas débouché sur la même importance attribuée à la candidature et donc sur la même crispation.

De même nous ne pouvons nous contenter de déplorer que le parti communiste conserve une posture « d'avant-garde » sans nous interroger davantage sur : par quels processus le mouvement populaire peut-il investir l'espace politique ? Comment fait-on reculer la culture délégataire et est-ce possible ? Nécessaire ?

Tout ce qui renvoie dans nos discours quotidiens à ce que devrait faire un bon gouvernement, comme s'il était « normal » que ce gouvernement soit autonome, brouille les enjeux électoraux. Cela conduit le citoyen à voter de manière opportuniste, y compris au regard de ses propres convictions, pour le candidat qui est le plus proche de l'accès au pouvoir et non pour ceux qui lui donneraient à lui le plus de pouvoirs. Je connais des hommes et des femmes qui vont voter Ségolène Royale, or parmi celles et ceux que je connais, aucun(e) ne le fait par conviction.

A aucun moment les mouvements ne doivent se considérer incompetents et limiter le champ de leur intervention. La dissociation social/ politique permet toutes les dépossession. Et la notion de contrôle des élus ne suffit qu'à constater les dégâts après-coup. Il ne s'agit pas de contourner le pouvoir d'Etat, mais de l'investir, ce qui en change le caractère ; il s'agit de s'attaquer progressivement au caractère d'extériorité de l'institution. D'où la nécessité de pouvoir établir une coopération

consciente et quasi-organique avec des élus. Cela permet de modifier l'enjeu de l'élection. Elire un représentant que l'on reverra plus tard ou élire un partenaire avec lequel on va co-élaborer et co-intervenir, ce n'est pas identique. Cela appelle à ce que le mandat ne soit pas simplement fixé par des engagements le temps d'une campagne, mais soit continuellement renouvelé par un mouvement auquel l'élu participe, pour une mission bien délimitée. Moins l'élu aura d'autonomie, plus le mouvement aura de pouvoirs. Celui-ci s'approprie progressivement des « compétences » qui étaient réservées au seul Etat. On revient à la « révolution permanente » et au « dépérissement de l'Etat » en l'inscrivant dans la lutte pour s'émanciper de toute domination existante.

Il ne s'agit pas d'un débat purement théorique au sens où il y aurait plus urgent : la campagne de Marie-George montre combien nous en sommes à tenter depuis 1981 de faire voter sur le catalogue du mieux-disant, alors que la question qui bloque dans les esprits est « le possible » : peut-on concevoir la société à partir d'autres principes-clés de fonctionnement ? La campagne électorale laisse de fait cette dimension à Sarkozy ; quant à Marie-George Buffet, de ne pas investir ce terrain fait d'elle une candidature de témoignage.

La dissociation institutions (j'y mets les partis) / « société civile » autorise l'organisation en toute bonne foi à se substituer aux intéressés et à se couper de leur univers. Elle crée une autre dissociation, celle-là entre social et politique. Et c'est le second point que je souhaite mettre en débat.

2.

Les acquis sociaux obtenus lors du XX^e siècle l'ont été à partir d'interruptions de la normalité institutionnelle. Il faudrait s'interroger si ce type d'interruption est obligatoirement de l'ordre de l'évènement exceptionnel ou s'il peut annoncer une modification de rapports plus permanents. Lorsque l'institution reprenait son cours normal au terme des mouvements évoqués, dans un double mouvement, elle confirmait ces acquis, mais les figeait de manière à ce que ces acquis n'en entraînent pas d'autres. Un Yalta social en quelque sorte.

Depuis 1968 même, le retour à cette normalité est explicitement présenté comme la fin du mouvement. C'était particulièrement net en 2003 où Raffarin avait annoncé que l'ouverture du débat parlementaire devrait vider les rues. De fait, c'est bien ce qui s'est passé.

Le champ de ce qui doit être maîtrisé est infiniment plus large et plus complexe que la question du pouvoir d'Etat comme lieu unique où se régleraient les problèmes. Dans la culture dominante du mouvement révolutionnaire, la réduction à la prise du pouvoir d'Etat a conduit - même s'il y a des nuances selon les forces impliquées - à confondre capital et capitalisme, je veux dire par là à négliger les rapports sociaux et la manière dont ils se tissent en permanence à travers toutes les pratiques sociales. Cela isole la dimension exploitation de l'ensemble des rapports de domination. Les lectures dominantes de Marx ont fait l'impasse sur l'enchevêtrement des rapports de domination.

Cela a un double effet. D'abord accepter la dissociation entre travailleur et citoyen. Actuellement, il n'y a pas de lieu où l'on puisse être les deux en même temps ; réduire les principales mesures à la seule redistribution des richesses, sans jamais interroger ce qui peut reproduire des rapports sociaux de domination. Et cela conduit à rechercher ce qui est acceptable par les forces institutionnelles plus qu'à prendre la mesure des aspirations parfois mal explicitées de celles et ceux qui sont hors du champ institutionnel. D'où un catalogue qui est, malgré de bonnes

intentions, en retrait sur les exaspérations ou rêves de pans entiers de la société.

Cela se prolonge avec cette question : comment aborder le social et le sociétal ? Là encore, catalogue ou principes clés ? Dans un contexte où même celles et ceux qui luttent, s'interrogent sur le possible. Le niveau d'exigence n'est pas le même selon que l'on se dise que les dépenses sociales sont un boulet que doit tirer l'économie et qui pèse sur son efficacité, ou si au contraire que c'est un levier, parce que l'économie c'est de l'activité, de l'intelligence humaines, de la santé, du bien-être, des droits et que tout cela se paie. C'est ce qui permet d'apprécier ce qui, de la sauvagerie que nous prépare Sarkozy, du libéralisme de la gauche caviar de Ségolène Royale ou de nos propositions, est non seulement possible mais réellement réaliste et efficace pour la société. Nous laissons trop le débat social et sociétal enfermé dans « combien ça coûte » même en disant que l'argent existe. La première question devrait être: est-ce nécessaire ? En tous cas, c'est dans ces termes que les plus pauvres, les plus jeunes se posent les questions qui les concernent. Sauf qu'ils limitent cette nécessité à eux-mêmes, alors qu'ils pourraient avoir la force que donne l'idée que c'est nécessaire à la bonne marche de la société et du monde.

C'est toute la différence que personnellement je fais entre programme et projet. Le premier nous enferme dans un catalogue que personne ne retient et qui fige les positions. De ce fait, il demeure toujours en extériorité vis-à-vis des gens auquel il est destiné. Nous avons dénoncé les abandons des engagements issus du programme par le PS, en 1978, en 1982 et 84, en 2000 et 2002 avec le succès que l'on sait. Il est peut-être temps de changer d'habitude. On ne peut demander aux citoyens d'apprendre le programme par coeur. Ils restent donc spectateurs. Projet, nous conduit non plus sur une liste mais sur deux ou trois logiques, facilement mémorisables, j'ai tenté de le montrer à propos de ce qu'il faut penser des dépenses sociales. Cela, chacun/e peut se l'approprié et le décliner en exemples concrets, selon le moment et le lieu où il est. Il ne s'agit donc pas d'être « abstrait » mais de revenir aux mesures par la porte de ce qui donne du sens. La difficulté est plutôt chez nous qui croyons que le seul moyen d'être concret est d'être syndical. Or, les discours des féministes, des anti-racistes ou des jeunes de banlieue cherchent à produire du sens plus qu'un catalogue, cela ne les empêche pas de réclamer des objectifs précis. S'attaquer à la culture est autrement plus contraignant pour les forces politiques.

Nous devons approfondir ce qu'implique la fin d'une époque politique que nous nous plaçons à invoquer. Préparer la campagne des législatives en travaillant (notamment) ces thèmes permettrait de commencer à faire émerger concrètement un autre espace politique. Commencer, dans les lieux où nous serions en mesure de le faire. Il serait possible par exemple, non seulement d'avoir des débats publics, mais que les collectifs de campagne des législatives, la rédaction des axes des matériels se fassent avec la participation de celles et ceux qui souhaitent y participer. Pour les intéressés, c'est autre chose que de signer des appels et d'attendre le jour de l'élection.

Pour en avoir déjà discuté avec des camarades, il arrive que l'on m'objecte des exemples d'hommes et de femmes qui n'envisagent pas de s'investir continuellement en politique. Je le comprends bien. Il ne s'agit pas pour moi qu'ils s'investissent tous continuellement, mais que même avec une rotation, il y ait continuellement quelqu'un qui s'investisse. Seconde remarque : c'est parce que cette objection est vraie que nous ne réussissons pas la transformation sociale : je ne crois pas que l'on puisse changer le monde sans changer la manière dont il

nous a faits. Et j'ai tendance à penser que ce qu'attendent les hommes et les femmes qui s'engagent est de commencer à se changer eux-mêmes, à sortir d'une certaine grisaille pour les uns, du malheur et de la compassion pour d'autres. Je souhaite donc que nous travaillions (entre autres) sur ces deux thèmes qui pour moi se croisent : faire reculer les démarches délégataires en posant concrètement comment s'approprier des pouvoirs de maîtrise et comment dépasser l'expression du vécu pour donner aux problèmes dits concrets leur dimension d'« enjeu pour toute la société ».